RAPPORT NARRATIF FINAL

Algérie

Fenêtre thématique
Égalité des sexes et autonomisation des femmes

Titre du Programme:
Programme commun pour l'égalité entre les genres et l'autonomisation des femmes en Algérie

Décembre | 2013

Prologue

Le Fonds pour la réalisation des OMD a été créé en 2007 grâce à un accord historique signé entre le Gouvernement de l'Espagne et le système des Nations Unies. Avec une contribution totale d'environ 900 millions de dollars, le Fonds OMD a financé 130 programmes conjoints répartis en huit volets thématiques, dans 50 pays à travers le monde.

Le Rapport Narratif Final, rédigé par l'équipe en charge du programme conjoint, constitue une revue du programme menée par le Comité de Gestion du programme et du Comité National de Pilotage afin d'examiner les résultats obtenus au regard des objectifs initialement identifiés.

Le rapport comporte cinq (5) sections. Section I : fournit une brève introduction sur le contexte socio-économique et les problèmes de développement abordés par le programme commun, et énumère les objectifs du programme. Section II : présente une évaluation des résultats du programme conjoint. Section III : décrit les bonnes pratiques et les leçons apprises à travers le programme conjoint. Section IV : porte sur la situation financière du programme commun. Section V : présente les commentaires et / ou informations supplémentaires.

Nous remercions l'ensemble de nos partenaires nationaux et l'équipe de pays des Nations Unies, ainsi que l'équipe du programme conjoint pour leurs efforts dans la réalisation de ce Rapport Narratif Final.

Le Secrétariat du F-OMD

RAPPORT DE SUIVI CRÉNEAU THÉMATIQUE EGALITE DES SEXES ET AUTONOMISATION DES FEMMES

Section 1: Page de couverture et section d'identification du Programme conjoint.

a. Informations de base et Identification du Programme conjoint

Date de soumission : 23octobre 2007 Soumis par :SNU en Algérie **Nom** : Marc Destanne de Bernis **Titre** : Coordonnateur résident Organisation : Bureau du Coordonnateur résident **Contact** : 00 213661 51 31 92	**Pays et fenêtre thématique:** Algérie Genre et autonomisation des femmes.
N° de Projet MDTF/Atlas:MDGF-1630-B-DZA **Titre:** Programme commun pour l'égalité entre les genres et l'autonomisation des femmes en Algérie	**Numéro du rapport : 7** **Période de rapport :** Mars 2010 – Juin 2013 **Durée du programme :** Mars 2010 – Juin 2013 **Date officielle de début :** 1 Mars 2010

Organisations des NU participantes	**Partenaires de réalisation**[1]
PNUD ONU Femmes BIT UNFPA UNICEF ONUSIDA ONUDI	Ministère Délégué Chargé de la Famille et de la Condition Féminine (MDCFCF)* supprimé, ses activités rattachées au Ministère de la Solidarité Nationale de la Famille et de la Condition de la Femme (MSNFCF) Ministère des Affaires Etrangères (MAE) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MTESS) Ministre de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise, et de la Promotion de l'Investissement (MIPMEPI) Ministère du Tourisme et de l'Artisanat (MTA) Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels (MFEP) Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) Ministère des Finances (MF) Ministère de la Solidarité Nationale et de la Famille (MSNF)* devenu le MSNFC Ministère de la Prospective et des Statistiques (MPS ex CGPP)*devenu Secrétariat d'Etat à la Propective et aux Statistiques (SEPS) Ministère de la Population de la Santé et de la Réforme Hospitalière (MSPRH) Office Nationale des Statistiques (ONS) Média Réseau d'organisations de la Société Civile (dont El-Hayet partenaire de ONUSIDA)

[1] Veuillez mentionner touts les partenaires engagés dans la réalisation, les ONG, les Universités, etc.

Les informations financières communiquées doivent inclure les frais généraux, les frais de S&E et autres frais associés.

Bilan du Budget en USD	
Montant total approuvé pour le budget (USD):	PNUD 1 312 140 ONU Femmes 738 300 BIT 631 300 UNFPA 492 200 ONUSIDA 160 500 UNICEF 267 500 ONUDI 42 800 **Total 3644740**
Montant total transféré à ce jour (USD) : (y compris frais de gestion)	PNUD 686.690 ONU Femmes 454682 BIT 346100 UNFPA 261800 ONUSIDA 160500 UNICEF 153640 ONUDI - **Total 2400549**
Budget total engagé à ce jour (USD) : (y compris frais de gestion)	PNUD 672336 ONU Femmes 494900 BIT 148252* UNFPA 230836 ONUSIDA 160500 UNICEF 153640 **Total: 1901037** *dernier montant communiqué par l'agence
Budget total dépensé à ce jour (USD) :	PNUD 655 959 ONU Femmes 494900 BIT 148252* UNFPA 230836 ONUSIDA 160500 UNICEF 153640 **Total: 1 844 087** *dernier montant communiqué par l'agence

MDG ACHIEVEMENT FUND

BENEFICIAIRES

Bénéficiaires directs : *« Individus, groupes ou organisations qui bénéficient de l'action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non.*

Type de bénéficiaire*	Nombre d'institutions prévu	Nombre d'institutions à ce jour	Nombre de femmes prévu	Nombre de femmes à ce jour	Nombre d'hommes prévu	Nombre d'hommes à ce jour	Nombre d'individus prévu provenant de groupes ethniques	Nombre d'individus à ce jour provenant de groupes ethniques
Institutions nationales Et associations	**63**	**90**	NA	150	NA	**25**	0	0
Institutions locales Et associations	**6**	**73**	NA	348	NA	**103**	0	0
Répartition par Zones								
Zones urbaines	3	50	30	200	NA	73	0	0
Zones rurales	3	23	NA	148	NA	30	0	0
Total	**69**	**163**	**30**	**498**	**NA**	**128**	**0**	**0**

*Bénéficiaires de formations et de microcrédits (y compris les titres de presse écrites, radios, TV et les associations)
Dans le précédent rapport, il n'était pas tenu compte des associations

Nombre de bénéficiaires concernés par agence

Agence	PNUD	ONU Femmes	ONUSIDA	UNICEF	UNFPA	BIT	TOTAL
Nombre	**113**	**45**	**177**	**73**	**168**	**50**	**626**

Bénéficiaires Indirects

Type de bénéficiaire	Nombre d'institutions prévu	Nombre d'institutions à ce jour	Nombre de femmes prévu	Nombre de femmes à ce jour	Nombre d'hommes prévu	Nombre d'hommes à ce jour	Nombre d'individus prévu provenant de groupes ethniques	Nombre d'individus à ce jour provenant de groupes ethniques
Institutions nationales	NA	0	NA	0	NA	0	0	0
Institutions locales	NA	0	NA	0	NA	0	0	0
Zones urbaines	NA	0	NA	0	NA	0	0	0
Zones rurales	NA	0	NA	0	NA	0	0	0
Total								

b. Cadre de suivi du Programme conjoint

***EFFET 1** : Processus de prise de décision équitable en matière de stratégies et programmes de développement est renforcé à travers l'amélioration de la qualité de l'information sur le genre et le renforcement des capacités des institutions nationales pour la prise en compte du genre dans les domaines social et économique.*

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
P1 Connaissances, savoirs et données sur le genre produits et diffusés	Nb d'indicateurs sexo-spécifiques produits et diffusés	Chaque institution produit des données sexo-spécifiques brutes sans analyse et sans mise en cohérence avec les autres institutions	L'ensemble des indicateurs sexo-spécifiques des OMD & RNDH disponibles et intégrés dans la Banque de Données	L'Enquête Nationale sur l'Emploi du Temps (ENET) est réalisée ; Un rapport est produit et présenté lors d'un atelier réunissant différents secteurs. **La banque de données sexo-spécifiques** a été finalisée. Elle **comprend 100 indicateurs sexo-spécifiques**. La base a également été diffusée au grand public et des outils	ENET réalisée pour la 1ère fois en Algérie/Rapport final analytique réalisé et diffusé. Dissémination résultats ENET auprès des secteurs utilisateurs Annuaires statistiques des institutions choisies Rapports et études réalisés et diffusés	Annuel pour les annuaires Après chaque enquête	ONU Femmes (pour l'ENET) PNUD	Retard dans la diffusion Changement de concepts et ou indicateurs

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
				méthodologiques pour faciliter son utilisation produits. Une brochure sur la situation du genre en Algérie élaborée en exploitant les données de la base a aussi été développée. La mise en ligne de la base de données est en cours.				
	Nb d'études et d'analyses sur le genre effectués Enquête NET et Audit genre réalisées, analysées et diffusées	En matière d'activité, seules les données du moment sur la base des déclarations des individus sont disponibles	2 audits genre réalisées Les taux d'activité et de chômage des femmes sont mieux appréhendés et éclairés par de nouvelles données	**L'audit genre a été réalisé et finalisé** dans 3 secteurs : MTA, MPS, MIPMEPI. Un atelier préliminaire de restitution a été organisé le 07.05.2012 pour présenter la méthodologie utilisée et les premiers résultats. Le rapport final a été élaboré, l'atelier de restitution a été organisé le 29 Mai 2013.	Rapport Audit Genre	Entretiens au niveau des secteurs	UNFPA	
P2 Capacités des institutions nationales productrices de	Nb de personnes formées Nb	Les traitements de données ne sont pas standardisés ni	Les principales institutions nationales produisent des	**2 sessions de formation sur** la Gestion de Base de données sexo-	Rapports écrits Statistiques	Actualisation en continu d'une base de données	PNUD	Retard dans la diffusion Changement de

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
statistiques renforcées en matière de production de données sexo-spécifiques, ainsi que d'établissement d'indicateurs pertinents et d'analyse	d'institutions équipées	harmonisés. Les institutions produisent des données brutes.	indicateurs sexospécifiques, en font l'analyse et les diffusent	spécifiques en utilisant DevInfo ont été organisées pendant laquelle 32 cadres d'institutions nationales, des structures de statistiques, planification et informatiques ont bénéficié de cette formation, ont été formés à l'application et sensibilisés par rapport à l'importance de la sexospécificité dans les indicateurs. Deux expertes ont été recrutées. Elles ont conçu la base de données sexospécifiques à mettre en place au niveau du SEPS. Un atelier de restitution a été organisé avec le SEPS le 18-12-2012, auquel ont été conviés les secteurs concernés.		intégrant la dimension genre		concepts ou d'indicateurs Systèmes d'information non opérationnels
P3 Approche genre intégrée dans les	Nb de secteurs ayant réalisé	Inexistence de l'approche genre dans les	Les principaux secteurs ont intégré la dimension genre	**L'étude de faisabilité de la Budgétisation Sensible au Genre**	Rapports sectoriels sur leurs politiques et stratégies	Règles et normes approuvées,	ONU Femmes	La mise en place d'une BSG est un processus de

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
politiques et stratégies sectorielles ainsi que dans les mécanismes d'évaluation	des stratégies intégrant la dimension genre	stratégies sectorielles	dans leurs stratégies	**(BSG) a été finalisée.** La restitution a été faite aux points focaux du PC concernés (MF, MDCFCF, MADR). L'Atelier de restitution générale a eu lieu le 21.05.2012 au sein du MADR. En extension de de l'action A7, une deuxième phase avec comme cas concret /pilote le MADR était envisagée. Un Atelier de formation organisé les 22 et 23 Octobre 2012 avec le MADR. La 1ère phase de l'étude sur l'impact genre du processus de libéralisation économique a été réalisée par un expert international et un expert national. Un atelier de restitution a été organisé à l'issue de cette phase 1, le 18 Octobre 2012 au niveau du Secrétariat d'État à la Prospective		projet de textes réglementaires	PNUD UNFPA ONU Femmes	longue haleine / Risque d'une coopération non constante des principaux partenaires institutionnels dans ce domaine. Action A7bis Non réalisable si non possibilité de transfert des fonds dédiés à l'Action A9 qui devrait être annulée car non pertinente selon partenaire national (MTESS) qui affirme avoir déjà développé des indicateurs de performance. Sous- évaluation de l'Action A4 pour atteindre résultat

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
				et des Statistiques. La 2nde phase a été réalisée par un expert local et restituée le 08-07-2013 avec la participation des secteurs institutionnels et centres de recherche. **6 représentantes des institutions partenaires** (points focaux) ont participé dans l'Académie Genre organisée par le Centre International de Formation de l'OIT à Turin en Novembre 2011. **5 points focaux institutionnels** du Programme ont participé à une formation sur la gestion du changement organisationnel et l'égalité entre les genres en Juin 2012 et avril 2013 au Centre International de l'OIT à Turin. 2 de ces points focaux				

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
				appartiennent aux ministères où l'audit genre a été réalisé et où le constat avait été fait du besoin de renforcer les connaissances en matière de genre.				
P4 Approche genre intégrée dans la planification locale, au niveau de municipalités pilotes	Nb de collectivités locales ayant intégré la dimension genre	Aucune commune n'a intégré l'approche genre dans sa planification locale	Au moins 2 collectivités locales ont intégré la dimension genre.	**20 représentants des institutions nationales** ont participé du 16 au 19 Juin 2013 à la **« Formation sur l'approche genre au profit des institutions** nationales et locales » assurée par le Centre de Turin, à Alger en vue d'intégrer le genre dans la planification, la programmation et le budget, tout en utilisant les outils développés par le Programme ALINSAF par ailleurs.	Mesures et règlements approuvés	Visites de suivi et d'évaluation dans les zones concernées	PNUD	Moyens incompatibles avec les politiques initiées
P5 Les organisations de la société civile ont développé leurs	Nb d'OSC ayant suivi des formations sur l'analyse	Les OSC disposent d'une connaissance sur le genre	Les principales ONG d'envergure nationale et activant dans le domaine du genre	**Trois sessions de formation ont été réalisées par UNFPA** : La première en Mai 2011 à Alger pour 25	Ateliers et rencontres organisés Rapports et	Liste des personnes ayant reçu une formation	UNFPA	Les personnes clefs formées changent de secteurs d'activité

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
connaissances sur le genre pour promouvoir l'autonomisation des femmes au niveau des institutions	genre Évaluations positives par participants	Formations discontinues et partielles.	ont été formées	représentant(e)s d'associations de la société civile La seconde en Octobre 2011 à Tlemcen, pour 24 associations. La 3ème session en Avril 2012 à Annaba. 35 associations en ont bénéficié de cette formation. Ces trois sessions ont permis de former 84 cadres des OSC (Cible initiale étant la formation de 30 cadres).	Évaluations des formations			

EFFET 2 *: l'employabilité des femmes en particulier celles du milieu rural et vulnérables est amélioré et leur accès au travail décent est renforcé*

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
P6. La connaissance des facteurs déterminants qui limitent ou entravent l'insertion	Nb d'études réalisées Taux d'activité par niveau d'instruction Taux de chômage par	Aucune étude en 2007 sur les contraintes à l'emploi féminin (Source ONS)	2 études réalisées Taux de chômage des sortantes de la FP et des universitaires est réduit d'au moins 25%	**La réalisation de l'étude sur les obstacles à l'emploi féminin a été lancée début Novembre 2011**. Plusieurs missions sur le terrain et des	04 Rapports publiés sur le site du réseau Résultat enquête annuelle de l'emploi - ONS Résultat	Consultation des rapports annuels Consultation des bulletins statistiques de	BIT	Obsolescence des données en fin de programme

professionnelle des femmes et leur accès au travail décent est améliorée	niveau d'instruction et par qualification Proportion d'assurées sociales parmi les occupées Durée de travail Revenus moyens par qualification et durée de l'expérience professionnelle		Données sexo spécifiques disponibles au Mise à niveau de 3 Observatoires	interviews ont été réalisés auprès des acteurs du marché du travail et des femmes en activité ou en chômage entre janvier et Juin 2012 dans sept Wilayate (Alger, Oran, Tissemsilt, Tiaret, Tamanrasset, Tizi Ouzou et Annaba). Les premiers résultats de la version préliminaire de l'étude ont été présentés lors d'un atelier organisé le 16 Octobre 2012 à Alger avec la participation de plusieurs ministères, des partenaires sociaux, des ONG et des centres de recherche.. Une version intermédiaire, tenant compte des observations /commentaires, a été formulée. Un atelier de présentation de l'étude a été organisé le 1er Juillet 2013. Un diagnostic sur les capacités de l'observatoire de l'université de Sciences	Recensement de la population. - ONS	l'ONS – trimestriels		

				et de Technologie Houari Boumediene d'Alger a été élaboré. L'étude a sorti une série de recommandations sur comment améliorer les capacités de cet observatoire qui vise à suivre l'insertion des diplômés hommes et femmes dans le monde de travail avec l'objectif de devenir une expérience pilote qui pourrait ensuite être répliquée au niveau d'autres centres universitaires.				
P7. L'offre de formation des femmes est mieux adaptée aux besoins du marché du travail	Nombre de programmes adaptés au marché du travail Taux de chômage des sortantes de la Formation Professionnelle par spécialité Durée du chômage par spécialité	Taux de chômage des 16-24 ans des diplômées de la FP : 43,2% Taux de chômage des 25-54 ans des diplômées de la FP 20,7% ONS 2006	Quatre programmes correspondants aux profils (les plus demandés sur le Marché du Travail) sont validés et opérationnels Les taux et les durées de chômage sont réduits de 25%	L'activité en direction du MFEP est en cours. - Un consultant international a été recruté et a effectué deux missions auprès du MFEP en avril et octobre 2012. - Un plan d'actions a été proposé pour la mise en œuvre de cette activité. - Une troisième mission du consultant effectuée en décembre 2012 pour participer et faciliter les débats lors de l'atelier organisé le 12 décembre 2012 par le MFEP. Plusieurs secteurs partenaires du Programme Commun	Rapports annuels du MFEP Annuaire Statistique du MFEP (Ministère de la Formation Professionnelle) Résultat de l'enquête annuelle de l'emploi, ONS	Consultation rapport annuel du MFEP Consultation annuaire statistique du MFEP Consultation Bulletin statistique trimestriel de l'ONS	BIT	Décalage avec les réformes en cours dans le secteur

				ont participé à cet atelier. Une quatrième mission du consultant en mai 2013 auprès du MEFP et contribution à la formulation de référentiels de formation liés aux nouveaux métiers d'aide à la personne. 5 Cadres du Ministère de la FEP formés à l'outil ''Get Ahead-Aller de l'Avant'' (gestion de la micro-entreprise ciblant les femmes à faible niveau d'éducation et à faible revenu.				
P8. L'accès des femmes aux mécanismes et dispositifs existants de création d'emplois et d'accès à l'entreprenariat et au crédit est amélioré	Proportion de femmes bénéficiaires dans chaque dispositif Proportion de femmes entrepreneurs Proportion de femmes ayant bénéficié d'un crédit Création d'un incubateur	Aucune statistique consolidée de l'ensemble des PAMT Inexistence d'incubateur intégrant l'entreprenariat féminin dans les villes	Atteindre la parité pour l'ensemble des dispositifs existants Création d'un incubateur En zone urbaine	Une mission technique a été effectuée auprès de l'ANEM du 19 et 22 mars 2012 dans le cadre de l'activité A16. Un plan d'action, pour la mise en œuvre de cette activité, a été formulé. En référence à ce plan d'action, deux cadres de l'ANEM ont participé à l'Université d'été sur ''*l'économie du travail pour le développement*'' organisé par le Centre International de formation de l'OIT à Turin (du 2 au 5 juillet	Rapport statistique annuel de l'ensemble des agences impliquées dans les PAMT (non remis)	Consultation rapport annuel du Ministère du travail Visite et suivi trimestriel des activités de l'incubateur	BIT	Pérennité de l'incubateur

				2012). -Un consultant international a été proposé pour la mise en œuvre des activités et du plan d'action auprès de l'ANEM. Une consultation à distance consultant/ANEM a été effectuée en mars 2013. Une proposition pour l'évaluation du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) a été formulée par le consultant. Un consultant recruté et un recueil (Draft) des différents dispositifs de promotion de l'emploi, de l'auto emploi et de la microentreprise élaboré. - **Mission du Maitre** formateur auprès de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) et de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) organisée du 9 au 11 juillet 2012 à Alger afin de présenter les outils de formation GERME du BIT. 1er – 30 septembre 2012 : Formation de formateurs aux outils GERME dispensée à 20	Non remis par BIT Listes non remises par BIT			

				cadres de l'ANSEJ. 3 octobre – 1er novembre 2012 : Formation de formateurs aux outils GERME dispensée à 20 cadres de la CNAC. 39 cadres de l'ANSEJ et de la CNAC certifiés formateurs « GERME ». Ces mêmes formateurs ont commencé à dispenser la formation reçue aux jeunes créateurs d'entreprises 15 cadre institutionnels (10 cadres de l'ANGEM et 5 cadres du MEFP) formés sur l'outil ''GET AHEAD- Aller de l'avant'' (Alger, 24-28 juin 2013). Cette formation englobe quatre modules qui concernent les principes fondamentaux des questions d'égalité des genres et de l'entreprenariat ; La femme d'affaires et son environnement ; Le projet d'entreprise ; les Personnes, organisation et gestion.				
P9. Les femmes en milieu rural et vulnérables sont outillées et	Existence d'un système d'information et de	Inexistence de mesures en direction de l'emploi féminin	2 centres d'information opérationnels : -- **L'un à Djelfa** en	**1. Wilaya Pilote Djelfa :** Un diagnostic sur les besoins du centre identifié avec les	Centres fonctionnels Pour les Femmes, menant des activités génératrices de	Visite et suivi trimestriel des centres d'information	PNUD UNICEF	Pérennité des centres d'information

accompagnées pour développer des activités génératrices de revenus	mécanismes d'accompagnement Création de centres d'information Activités génératrices de revenu menées	dans le monde rural.	direction des femmes rurales vulnérables	autorités nationales a été réalisé. Le centre a été équipé en conséquence de matériel mobilier afin de pouvoir le rendre opérationnel dès la rentrée scolaire. Dans le cadre de ses activités l'UNICEF a appuyé la création d'espaces mères-enfants au niveau de 5 centres d'alphabétisation et d'apprentissage en appui sur l'ONAEA. Le programme en direction des femmes analphabètes et rurales a été conçu selon le contexte socio-culturel de la région et sur le mode de la communication pour le développement. Une étude a été réalisée pour connaître les pratiques familiales et attitudes des femmes vulnérables vivant dans les zones rurales afin d'identifier les messages clés à diffuser. Ont été formés : 30 enseignantes des 5 centres d'alphabétisation et 30 médecins et sage	revenus. Rapport de suivi et d'évaluation des activités pilotes en milieu rural	Examen des rapports de suivi et d'évaluation des activités pilotes (annuel)	UNICEF	

				femmes de 5 communes défavorisées ainsi que 13 animatrices de 13 radios locales basées à Djelfa et dans les wilayas limitrophes. Une émission en direction des femmes a été introduite dans la nouvelle grille programmatique et qui débutera en septembre 2013 au niveau de 13 radios locales. l'émission radiophonique intitulée « AL INSAF ». Un bureau d'information et d'accompagnement des femmes vulnérables a été mis en place au niveau de l'ONAEA Djelfa (annexe du centre d'information). Les espaces pour enfants ont été équipés au Un autre espace a été dupliqué au niveau de la wilaya d'Adrar				
			-**L'autre à Tamanrasset (avec une extension sur Alger et Oran)** En direction des femmes infectées et affectées par le VIH	**2- Wilaya Pilote Tamanrasset (Alger et Oran):** la formation des femmes affectées et infectées par le VIH est clôturée			ONUSIDA	

				- **177** femmes ont bénéficié d'une formation professionnelle dans les spécialités de couture, pâtisserie, tapisserie, peinture sur verre et coiffure. - 120 à Tamanrasset - 25 à Alger - 29 à Oran - **52** femmes ont bénéficié d'un microcrédit auprès de l'ANGEM et ont développé des activités génératrices de revenus dans le domaine de la couture. - **Le** processus d'accompagnement pour le microcrédit se poursuit pour les autres femmes. - **03** femmes ont participé aux salons local et national du microcrédit -**Un** local de commercialisation au niveau de la maison d'artisanat a été attribué à 3 bénéficiaires à Tamanrasset.				
			La 3ème à Tipasa et Djelfa, Relative à L'Aide à la conception d'un	**3- Wilayate Pilote de Tipasa et Djelfa** Une première réunion s'est tenue au niveau de la Wilaya de Tipasa			UNICEF	

			dispositif adapté du système de gardes d'enfants en milieu rural	entre l'équipe de Programme, L'UNICEF et les autorités locales (Direction de l'action sociale, Direction du Tourisme et de l'Artisanat, le Chef de Cabinet du Wali) pour identifier les objectifs et les bénéficiaires des actions à lancer. De même au niveau de la wilaya de Djelfa où une série de réunions se sont tenues avec les autorités et les élus locaux. L'UNICEF a sélectionné un cabinet qui a réalisé l'étude sur les systèmes de gardes d'enfants en milieu rural. Le rapport a été partagé au niveau de la wilaya de Djelfa avec l'ensemble des participants (cadres locaux, autorités locales, organisations de la société civile) lors d'une présentation publique.				

EFFET 3. *L'image de la femme active est promue et les valeurs d'équité et d'égalité sont renforcées à travers une diffusion de l'information sensible au genre*

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
P10 Média sensibilisés aux droits des femmes et à la problématique genre	Nombre de média et journalistes formés sur le genre et la réalité socio-économique des femmes	Emissions à la radio, la télévision et certains journaux donnent une image stéréotypée de la femme algérienne	- 50 journalistes (25 hommes et 25 Femmes) formés et /ou sensibilisés sur le genre sur les droits des femmes et la problématique genre	53 journalistes appartenant à la presse écrite, radio et TV ont été formés sur la prise en compte de l'égalité entre les genres dans la production journalistique. Suite à cette formation différents produits médiatiques ont été réalisés.	Rapports produits Rapport de formation (participants et contenus)	Consultation de documents Entretiens Après chaque formation	PNUD	Pas de motivation des individus à recevoir les actions de sensibilisation
P11 Stratégie de sensibilisation pour promouvoir les valeurs d'équité et d'égalité mise en œuvre à travers les médias	Document de stratégie disponible Stratégie mise en œuvre Mesure de la diffusion des valeurs d'équité et d'égalité dans la société	Actions conjoncturelles et non organisées sur cette thématique	Un répertoire / cartographie des personnes ressources travaillant sur le genre est produit Un document de stratégie de plaidoyer élaboré et mis en œuvre	Un répertoire sur des personnes ressources travaillant sur le genre en Algérie a été produit. Il regroupe 70 experts et représentants des institutions nationales ayant travaillé dans le domaine de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Activité réalisée en juin 2013 de manière participative à travers un atelier regroupant	Nb de canaux utilisés, et contenu des supports diffusés Sondage d'opinion développé par l'activité A35. Document de	Consultation de documents Entretiens Résultats des sondages d'opinion (baromètre) réguliers (trimestriel)	PNUD UNFPA	Pas de consensus sur le contenu par les intervenants: institutions et société civile

				les medias locaux de la wilaya d'Oran (presse écrite, télé & radios locales). 15 représentants des médias ont été sensibilisés et formés en plaidoyer/communication sur le genre.	stratégie			
P12 Les organisations de la société civile pour la promotion des femmes ont : **-amélioré leurs connaissances des droits socio-économiques des femmes** **- sont mises en réseau, et donc plus efficientes dans la conduite de leur programme**	Nombre d'organisations de la société civile et des partenaires sociaux ayant amélioré leurs connaissances des droits sociaux - économiques	Les partenaires de la société civile sont mis en réseau et utilisent des supports relatifs aux conditions socio-économiques des femmes pour la conduite de leur mission	30 membres des organisations de la société civile pour la promotion des femmes - sont formés sur les droits sociaux économiques des femmes Un réseau d'organisations de la société civile et un site web est opérationnel	**Organisation d'une session de forum de dialogue** pendant la tenue du Cérémonial du Programme qui a compté avec la participation de 120 représentants des institutions nationales, locales, de la société civile et des partenaires de développement et ambassades. **2 autres forums de discussion** sur les droits socio-économiques des femmes : -**à Alger** en juin 2013 à l'INSP (25 journalistes), -**à Djelfa** (16 journalistes et 40 représentants de la société civile) en juin 2013	Plan et contenu de formation disponibles Rapports produits Listes des OSC et des bénéficiaires disponibles Liste des OSC mises en réseau disponible Les thèmes relatifs aux droits sociaux - économiques des femmes sont mentionnés dans les programmes d'activités des OSC	Consultation de documents et entretiens Focus groupes Analyse comparée des supports relatifs aux conditions socio-économiques des femmes pour la conduite de leur mission utilisés avant et pendant la mise en œuvre du programme commun	UNFPA PNUD	Capacités limitées des organisations de la société civile en termes de ressources humaines
P13 Les femmes sont mieux informées et	Nb de femmes ayant bénéficié	Expérience du Ministère de la	L'ensemble des textes relatifs aux	Activité non réalisée	Plan et contenus et des supports	Consultation de documents Enquêtes	PNUD	Les moyens d'information

sensibilisées sur leurs droits socio-économiques	de l'information/sensibilisation sur leurs droits socio-économiques	Justice avec PNUD sur l'information juridique des personnes vulnérables et des femmes	droits socio-économiques des femmes sont diffusés à travers le pays		d'information et de sensibilisation NB et types d'actions menées, Liste des bénéficiaires	rapprochées/ Sondage d'opinion		ne sont pas adaptés aux publics cibles

Cadre de résultats du programme conjoint et informations financières

Ce tableau présente l'avancement financier cumulé de la mise en œuvre du programme conjoint à la fin du semestre. Il s'agit des chiffres financiers cumulés depuis le lancement du programme jusqu'à présent (y compris tous les décaissements annuels cumulés). Il doit servir de mise à jour du cadre de résultats qui se trouve dans votre document de programme d'origine. Vous devez fournir un tableau pour chaque résultat.

Définition des catégories financières

- **Montant total prévu pour le PC** : budget total alloué pour la durée complète du PC.
- **Montant total affecté:** cette catégorie inclut tout montant affecté et déboursé à ce jour.

EFFET1 : Le processus de prise de décision équitable en matière de stratégies et programmes de développement est renforcé à travers l'amélioration de la qualité de l'information sur le genre et le renforcement des capacités des institutions nationales pour la prise en compte du genre dans les domaines sociale et économique										
Résultats du programme	**Activité**	**ANNÉE**			**AGENCE DE L'ONU**	**PARTIE RESPONSABLE**	**État d'avancement estimé de la mise en œuvre**			
		A1	**A2**	**A3**		**NATIONAL/LOCAL**	**Montant total prévu pour le PC**	**Montant total transféré**	**Montant Total engagé (**y compris le Déboursé**)**	**Taux d'exécution estimé du budget (%)**
P1. Connaissances, savoirs et données sur le genre produits et diffusés	A1. Audit Genre de différents secteurs socio-économiques : cibler les institutions				UNFPA	MDCFCF (MSNFCF)	110000	110000	26177	24%

	A2. Sous-traitance de la réalisation l'enquête budget temps avec une institution national	X	X	X	ONU Femmes	ONS / MDCFCF (MSNFCF)	360000	354670	372194	105%
	A3. Conception et mise en place de la Banque de Données (BD) sexospécifiques et Formation des gestionnaires de la BD				PNUD	MDCFCF (MSNFCF)	70000	132000 Fusionnée avec A5	130086	99%
	A4. Réalisation d'une étude sur l'impact genre du processus de libéralisation économique		X		ONU Femmes	MPS	40000	40067	40067	100%
P2 Capacités des institutions nationales productrices de statistiques renforcées en matière de production de données sexo-spécifiques, ainsi que d'établissement d'indicateurs pertinents et d'analyse.	A5. Formation des professionnels de la collecte de données des institutions nationales dans le traitement informatique des données sexospécifiques Diagnostic des Systèmes informatiques en place dans des institutions ciblées Choix et acquisition d'un logiciel statistique Organisation d'ateliers de formations				PNUD	MDCFCF (MSNFCF)	212000	107000 (transfert 55640 $ à UNICF) 51360	Fusionnée avec A3	Fusionnée avec A3
P3. Approche genre intégrée dans les politiques et stratégies sectorielles ainsi que dans les mécanismes d'évaluation	A6. Formation des responsables des institutions nationales en planification, de programmation à l'approche genre				PNUD	MDCFCF (MSNFCF)	50000	70000	66784	95%
	A7. Réalisation d'une étude de faisabilité de la BSG A7BIS : Déroulement des préalables pour l'application d'un cas concret de BSG avec le MADR.	X			ONU Femmes	MF	50000	50000	51010	102%

	A8 Formation des cadres responsables (chargés de la planification et de la budgétisation) des institutions nationales à la BSG et production de référentiels et de guides		X	X	ONU Femmes	MF	100000	0	27 893	Fonds non transférés
	A9. Appui au ministère de l'emploi dans le processus de mise en place de la BSG (définition d'indicateurs de performance)			X	ONU Femmes	MTESS	40000	-	Activité supprimée	-
P4 Approche genre intégrée dans la planification locale, au niveau de municipalités pilotes	A10. Formation au niveau des collectivités locales pilotes (Djelfa et Tamanrasset) en planification, de programmation selon le genre				PNUD	MDCFCF (MSNFCF)	70000	5000	654	13%
P5 Les organisations de la société civile ont développé leurs connaissances sur le genre pour promouvoir l'autonomisation des femmes *au niveau des institutions*	A11. Formation des cadres des ONG, des organisations patronales et des syndicats de travailleurs en matière d'analyse genre et de plaidoyer sur le genre				UNFPA	MDCFCF	110000	80000	138631	173%
	S/Total 1						**1212000**	**909737**	**807587**	**89%**

EFFET 2 : l'employabilité des femmes en particulier celles du milieu rural et vulnérables est amélioré et leur accès au travail décent est renforcé										
Résultats du programme	**Activité**	**ANNÉE**			**AGENCE DE L'ONU**	**PARTIE RESPONSABLE**	**État d'avancement estimé de la mise en œuvre**			
		A1	**A2**	**A3**		**NATIONAL/LOCAL**	**Montant total prévu pour le PC**	**Montant total transféré**	**Montant total déboursé**	**Taux d'exécution estimé du budget (%)**
P6. La connaissance des facteurs déterminants qui limitent ou entravent l'insertion professionnelle des femmes et leur accès au travail décent est améliorée	A12. Réalisation d'une étude sur les obstacles des femmes face à l'emploi à travers l'exploitation et l'analyse des données des enquêtes emploi des 5 dernières années et des données de l'ANSEJ/ANEM				BIT	MDCFCF (MSNFCF)	110000	110000	69999*	64%
	A13. Réalisation d'une enquête nationale sur les conditions de travail et la demande du marché de l'emploi féminin				BIT	MTESS	120000	80000	Activité supprimée	-
	A14.Appui technique aux observatoires existants, intégrant l'analyse genre, pour l'identification des facteurs qui entravent la transition de la formation vers l'emploi				PNUD	MESRS	110000	10000	7634	76%

P7. L'offre de formation des femmes est mieux adaptée aux besoins du marché du travail de statistiques d'établissement d'indicateurs pertinents et d'analyse renforcées en matière de production de données sexo-spécifiques, ainsi que	A15.Renforcement des capacités des institutions de la formation professionnelle travaillant pour l'adaptation de la formation aux besoins du marché du travail Diagnostic, sélection de 4 programmes pilotes, Sondages des sortant(e)s des sections expérimentales.				BIT	MFEP	40000	5000	23883*	-
P8. L'accès des femmes aux mécanismes et dispositifs existants de création d'emplois et d'accès à l'entreprenariat et au crédit est amélioré	A16. Conception et mise en place d'un outil de suivi et d'évaluation du marché du travail. Cet outil vise à évaluer le flux (entrée/sortie) des PAMT sur les trois dernières années, en particulier les contraintes d'accès et les obstacles à l'insertion des femmes dans les PAMT.				BIT	MTESS	110000	30000	2416*	8%
	A17. Renforcement des connaissances des ONG et des partenaires sociaux sur les dispositifs de création d'emplois existants pour agir en tant que vecteur d'information pour les femmes.				BIT	Réseau OSC	40000	5000	0*	0

	A18. Formation de formateurs/trices pour appuyer la création et la gestion de micro entreprises et le développement de l'entreprenariat des femmes. (CREE/GERME et WEDGE.)				BIT	MTESS	170000	100000	51954*	52%
	A19. Assistance technique à l'incubateur pilote pour le conseil/accompagnement des femmes entrepreneurs.				ONU Femmes	MIPIPME MTA	100000	0	3736	-
	A20.Aide à la création d'activités pilotes, de parrainage entre les entrepreneurs potentiels et les grandes entreprises privées.				ONUDI	MIPIPME MTA	40000	-	Activité supprimée	-
P9. Les femmes en milieu rural et vulnérables sont outillées accompagnées et pour développer des activités génératrices de revenus	A21. Réalisation d'une étude sur les activités génératrices de revenus notamment en matière de ressources et de savoir-faire locaux				PNUD	MADR	15000	10000	9430	94%
	A22. Aide à la création d'un centre d'information et d'accompagnement en microprojets dans la wilaya de Djelfa adaptés aux femmes illettrées et vulnérables.				PNUD	MIPIPME MTA	55000	55000	52936	96%

	A22bis. Appui dans la conception de programmes pour l'adaptation du centre aux femmes illettrées				UNICEF	Réseau OSC	100000	100000	100000	100%
	A23. Aide à la création à Tamanrasset d'un dispositif d'information et d'accompagnement en microprojet pour les femmes infectées et affectées par le VIH				ONUSIDA	MDCFCF (MSNFCF)	150000	150000	150000	100%
	A24. Aide à la conception et à la mise en place d'un dispositif adapté du système de gardes d'enfants en milieu rural.				UNICEF	MDCFCF (MSNFCF)	150000	52000	52000	100%
							1310000	**690000**	**523988**	**76%**

*dernier montant communiqué par l'agence
Transfert de 100000$ pour la 2ème tranche non répartie entre les activités

EFFET 3 : L'image de la femme active est promue et les valeurs d'équité et d'égalité sont renforcées à travers une diffusion de l'information sensible au genre										
Résultats du programme	**Activité**	**ANNÉE**			**AGENCE DE L'ONU**	**PARTIE RESPONSABLE**	**État d'avancement estimé de la mise en œuvre**			
		A1	**A2**	**A3**		**NATIONAL/LOCAL**	**Montant total prévu pour le PC (hors frais de gestion)**	**Montant total transféré**	Montant total déboursé	**Taux d'exécution estimé du budget (%)**
P10 Média sensibilisés aux droits des femmes et à la problématique genre	A25. Formation et sensibilisation des média sur le genre et la réalité socio-économique des femmes. Préparation des formations/sensibilisations (participants, programme, contenu)				PNUD	MDCFCF	50000	36000	32050	89%
	A26. Conception d'émissions pilotes sensibles aux droits des femmes et au genre en partenariat avec les médias locaux et la société civile				PNUD	MDCFCF	10000	10000	-	-
P11 Stratégie de sensibilisation pour promouvoir les valeurs d'équité et d'égalité mise en œuvre à travers les médias	A27. Assistance technique pour l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer, d'information et de sensibilisation autour des valeurs d'égalité et d'équité : identification des forces et faiblesses des autres stratégies mises en œuvre et Organisation d'ateliers d'élaboration				UNFPA	MDCFCF	130000	105000 (transfert de **53500$** à ONUSIDA) 51500	32028	62%

	A28. Actualisation des répertoires et élaboration d'une cartographie des organisations et des personnes ressources travaillant sur le genre. Consultation ; Identification et actualisation des répertoires existants				PNUD	MDCFCF	40000	14000	13043	93%
P12 Les organisations de la société civile pour la promotion des femmes ont : **-amélioré leurs connaissances des droits socio-économiques des femmes** **- sont mises en réseau, et donc plus efficientes dans la conduite de leur programme**	A29 Conception de modules de formation de formateurs sur les droits socio-économiques des femmes pour les associations				PNUD	Réseau OSC	40000	20000		
	A30 Mise en réseau des acteurs clefs identifiés et création d'un site WEB sur le thème : Genre, emploi et développement				PNUD	Réseau OSC	110000	26000	27368	100%
	A31. Organisation de forum de dialogue entre les institutions, la société civile et les média				UNFPA	Réseau OSC	110000	30000	22000	67%
	A32 Elaboration et diffusion de supports d'information sur les droits socio-économiques des femmes et l'identification des moyens / canaux d'information y compris« non conventionnels » les plus accessibles aux femmes, surtout celles vivant dans les zones enclavées				PNUD	Réseau OSC	110000	20000		
P13 Les femmes sont mieux informées et sensibilisées sur leurs droits socio-économiques	A33. Diffusion d'émissions TV/Radios sur les projets innovants et les bonnes pratiques des femmes				PNUD	Média/OSC	15000	15000		

	A34. Attribution d'un prix annuel pour la meilleure petite entreprise féminine avec la contribution des OSC et des entreprises				PNUD	Réseau OSC	15000	5000	-	-
	A35. Réalisations de 2 sondages en 2009 et 2010 sur l'image de la femme				PNUD	MDCFCF	30000	10000	1344	4%
S/Total 3							**660000**	**350000**	**115212**	**31%**
Total activités (S/T1+S/T2+S/T3)							**3182000**	**1769737**	**1459407**	**74%**
Frais de suivi/évaluation conjoints (y compris élaboration du document de programme : 18692$)						PNUD	56075	71343	67984	95%
Equipe de Coordination du programme						PNUD	168224	170150	170050	100%
Communication						PNUD		32274	41781	130%
TOTAL PROGRAMME (hors frais de gestion)							**3424991**	**2043504**	**17774961**	**79%**
Frais de gestion (7%)							**339749**	**157045**	**124425**	**86%**
TOTAL PROGRAMME (frais de gestion compris							**3644740**	**2400549**	**1901037**	**79%**

Section II: Progrès du Programme conjoint

a. Récit des progrès accomplis, des obstacles et des mesures d'urgence

Veuillez fournir une brève évaluation globale (250 mots) sur l'ampleur de la progression des éléments du programme conjoint par rapport aux résultats et répercussions attendus, ainsi que toute mesure prise pour la viabilité du programme conjoint durant la période de référence. Donnez des exemples si nécessaire. Essayez de décrire les faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

Pleases describe three main achievements that the joint programme has had in this reporting period (max 100 words)

- Tenue de la 2ème Revue annuelle du Programme qui a vu : l'examen de l'état de réalisation des activités, les recommandations pour la stratégie de sortie, l'examen de l'outil de suivi-évaluation ainsi que les pistes pour la durabilité du Programme (Janvier 2013)
- Formation des journalistes de la presse écrite (8 titres), des radios nationales (4) et locales (13) et des TV (4) sur le genre et la réalité socio-économique des femmes. (Juin 2013)
- Finalisation et présentation des résultats de l'Enquête Nationale Emploi du Temps. (Juin 2013)

Progrès au niveau des effets:

Effet 1 : L'appui aux institutions, notamment en matière de connaissances et d'information sur le genre grâce à :
- la conception de la base de données sexospécifiques et sa mise en place au sein du SEPS ainsi que la création du groupe genre pour la mise à jour de la base.
- la Finalisation et la présentation des résultats des différentes études et enquêtes
- Au renforcement des capacités des institutions nationales par la formation des points focaux genre et des associations de la société civile assurée par les expertes du Centre international de Turin en Juin 2013.
- Le renforcement des capacités des cadres de la société civile à travers 3 cycles de formation sur l'analyse genre et sur le plaidoyer sur le genre.
-
- de l'Enquête Nationale Emploi du Temps à un public large et à la presse en Juin 2013.
- La restitution de l'étude sur l'Audit Genre, réalisée sur 3 Ministères, à un public large en Mai 2013.
- L'étude sur la BSG, finalisée avec une esquisse d'application pratique au niveau du ministère de l'agriculture et du développement rural à travers la formation de cadres du ministère à ce concept.
- La restitution des 2 phases de l'étude sur l'impact genre sur la libéralisation économique (P1. au niveau international en Décembre 2012, P2. Au niveau national en Juillet 2013)

Effet 2 :L'employabilité des femmes vulnérables en milieu rural, à travers les activités pilotes est en train d'être amélioré, notamment : à
- A Tamanrasset où 120 femmes infectées par le VIH ont bénéficié d'une formation professionnelle et micro-crédits pour créer une AGR,
- Un centre d'information et d'accompagnement des femmes rurales a été mis en place à Djelfa, une duplication a été réalisée à Adrar.

- La formation de formateurs en matière d'accompagnement des femmes en microprojets.
- La restitution des études prévues réalisées et dans cet effet.

Effet 3 : En matière de promotion de l'image de la femme:

- 53 journalistes des radios nationales, des chaines de TV et de la presse écrite ont été formé en genre
- Le répertoire sur les personnes ressources en genre est cours de réception,
- Le Site Web du Programme a été réalisé,
- 2 forums de dialogues entre presse et société civile sur le genre et le plaidoyer genre ont été réalisés

Progrès au niveau des résultats:
Les suivantes réalisations sont à souligner:
i) Un atelier de formation à la BSG a été réalisé pour les cadres du Ministère de l'Agriculture et du Développement pour lancer une action pilote d'expérience de la BSG à un niveau décentralisé, avec la collaboration du Ministère des Finances
ii) L'Enquête Nationale Emploi Temps a été finalisée, ses résultats ont été présentés en public avec la présence de la presse,
iii) La base de données sexospécifiques a été mise en place au niveau du SEPS.
iv) Djelfa, La mise en place du centre d'information et d'accompagnement de microprojets et sa réplique à Adrar.
v) Tamanrasset : 120 femmes infectées par le VIH ont bénéficié d'une formation professionnelle, 52 d'un microcrédit. Une réplique été réalisée à Alger pour 25 femmes et à Oran pour 29 femmes.
vi) Les études suivantes ont été réalisées et restituées en public :
- Audit genre au niveau de 3 ministères,
- Genre et la libéralisation économique (phase1 et 2),
- Etude sur les contraintes à l'emploi féminin,
- L'étude sur la faisabilité des systèmes de garde d'enfants en milieu rural (Tipasa et Djelfa)
- Appui aux observatoires féminins (cas de celui de l'USTHB)
- L'étude sur les savoir-faire locaux à Djelfa et Tipasa.

vii) Amélioration de la connaissance de l'expertise nationale travaillant sur le genre à travers la création d'un répertoire des personnes ressources travaillant sur le genre en Algérie où 70 experts ont été identifiés et classifiés par région et par Wilaya
viii) Réalisation du site Web du programme, actuellement opérationnel
ix) Formation et sensibilisation de 77 journalistes de la presse écrite, radios, TV nationales et de 29 journalistes de radios et de la presse locales à l'approche genre.
vi) Mise en réseau des acteurs clés à travers l'organisation **d'un forum** de dialogue à l'occasion du cérémonial du Programme en mars 2012 avec la participation active de plus de cent bénéficiaires, experts et partenaires participant au programme et **2 deux autres forums** organisé en juin 2013 à Alger et Djelfa.

Prendre des mesures pour la durabilité du Programme:
L'implication totale des partenaires institutionnels constatée est la principale garantie qui assurera la pérennité et la durabilité du Programme, aussi est-il recommandé de garder la cohésion du groupe de points focaux après la clôture du Programme, ce à quoi la ministre a complétement adhéré lors du Cérémonial de clôture.

Un atelier de durabilité dont les conclusions ont été présentées lors du Cérémonial de clôture, a été organisé avec l'ensemble du CGP et divers invités.

Faîtes-vous face à des difficultés dans la mise en œuvre? ☒Oui ☐Non

Si applicable, quelles sont les causes des difficultés rencontrées? Veuillez cocher l'option la plus pertinente

☐ Coordination des agences des NU
☒ Coordination avec le gouvernement
☐ Coordination au sein du (des) gouvernement(s)
☒ Difficulté administrative (achats, etc.), financière (gestion des fonds, disponibilité, Révision du budget, etc.)
☒ Gestion : 1. Gestion de l'activité et de la réalisation 2. Gouvernance 3. Prise de décision 4. Responsabilisation
☒ Conception du Programme conjoint

☒ Difficulté externe au Programme conjoint (risques et hypothèses, élections, désastre naturel, troubles sociaux, etc.)
☐ Autre difficulté. Veuillez préciser:

b. Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés réelles rencontrées par le Programme conjoint. Décrivez ces difficultés par rapport au plan du Document du Programme conjoint. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

- **Capacité** : L'exécution des activités repose sur les agences du SNU dont la capacité était réduite mais quelque peu renforcée en fin de programme ce qui a permis l'accélération de la mise en œuvre. Le programme a fonctionné depuis son lancement qu'avec le seul coordonnateur (un assistant a été recruté durant 10 mois parti par la suite sur un autre programme, un expert en communication a été recruté depuis Juin 2012)
- **Pouvoir décisionnel** : Bien que le pouvoir décisionnel de la plupart des points focaux (pourtant cadres supérieurs dans leurs institutions) fût limité ils ont cependant contribué à la réalisation des activités. La situation s'est d'ailleurs améliorée depuis la signature des memoranda entre le MDCFCF et les autres ministères.
- **Bureaucratisation des relations entre partenaires**: Besoin systématique d'une lettre de la DNP adressée aux hiérarchies des points focaux au niveau des institutions nationales pour la participation aux réunions.
- **Suivi financier :** l'équipe du Programme se retrouve parfois en difficulté à suivre l'évolution financière et faire le suivi financier de certaines agences, vu que toute la partie « dépenses » s'effectue au niveau des agences et parfois l'information n'est pas (ou mal) rapportée pour expliquer l'évolution financière de certaines activités. L'équipe du Programme n'a pas accès sur Atlas ou équivalent au niveau des différentes agences.
- Non implication – dans certains cas- de l'équipe du Programme dans la préparation de certaines activités, ce qui la laisse non informée (à temps) dans l'état d'avancement des activités
- **Formulation des activités :** tel que constaté par l'évaluation à mi-parcours, quelques activités inscrites dans le cadre de résultats du document de programme se sont avérées trop ambitieuses ce qui a donné lieu à des difficultés dans sa mise en œuvre, certaines ont été regroupées d'autres abandonnées.

- **Autres faiblesses** identifiées, en termes de rôles et responsabilités, suivi et évaluation, communication, etc.)

c. Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés externes au Programme conjoint (Non causées par le Programme conjoint) qui ralentissent la mise en œuvre. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

- **Le transfert de fonds inter agences** (PNUD-UNICEF et UNFPA-ONUSIDA) a duré plus de 3 mois ce qui a retardé la mise en œuvre des activités concernées.
- **Il en a été de même pour le transfert de la 2ème tranche,** arrivé en retard, il a retardé également la réalisation d'activités en attente.
- **Le recrutement de l'expertise a été souvent difficile et a pris beaucoup de temps**, ce qui a retardé la mise en œuvre de certaines activités. Même lorsque l'expertise était sélectionnée, on a souvent constaté des retards sa mobilisation et donc dans le démarrage des activités.
- **Le recrutement de l'assistant** n'a pas pu être réalisé, ce qui a handicapé l'équipe de programme réduite au Coordonnateur et à la DNP.

Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les mesures projetées pour éliminer ou atténuer les difficultés décrites ci-dessus (b+c). Essayez le plus possible d'être précis dans vos réponses.

Pour éliminer les principales difficultés constatées, des mesures ont été prises :

- **Renforcement de l'équipe de programme** :
  - Demande de remplacement de l'assistant n'a pas eu de suite
  - Le recrutement de l'Expert en Communication en mai 2012 chargé de lancer les activités de l'Effet3 n'a pas eu le rendement escompté
  - Le recrutement de l'expertise en suivi-évaluation a permis d'alléger la tâche de l'équipe de programme durant le dernier semestre dans l'organisation des activités (Revue annuelle et atelier de durabilité).
- **Renforcement au niveau des agences**
  - A défaut d'un expert genre à plein temps ONU Femmes et le BIT font appel à leur expert genre régional.
  - D'autres agences ont renforcé leurs effectifs (PNUD, BIT, UNFPA, UNICEF).

    La 2ème Revue du Programme tenue le 20 Janvier 2013, a permis à l'ensemble des partenaires d'avoir une vue précise sur l'état de la situation de la mise en œuvre des activités par effet, les activités à réaliser en priorité au vu du temps restant pour la mise en œuvre, un réajustement du Cadre de Suivi des résultats et des indicateurs, des propositions sur les mesures à prendre pour garantir la durabilité des effets du programme et la pérennisation des activités engagées ainsi que l'accélération de la réalisation de celles qui n'auront pas été réalisées, des activités à jumeler afin de capitaliser et d'assurer l'efficience dans l'exécution.

- **Suivi et évaluation** : Une expertise a été recrutée pour assister l'équipe de programme et développer une plateforme de suivi-évaluation sur di Monitoring.

a. <u>Coordination Inter-Agences Unité dans l'Action</u>

Le Programme conjoint dans son ensemble reste-t-il dans la ligne de l'UNDAF? Veuillez cocher la bonne réponse

☒Oui ☐Non

- Si non, comment le Programme conjoint s'intègre-t-il aux stratégies de développement propres au pays?

  ☐Oui ☐Non

  Si non, veuillez expliquer:

Quels types de mécanismes de coordination et de décisions ont été mis en place pour assurer un processus et une (des) réalisation(s) conjoint(es)? Les différents programmes conjoints du pays assurent-ils une coordination entre eux? Veuillez répondre aux questions ci-dessus mentionnées et y ajouter tous autres commentaires pertinents (en 250 mots):

L'ensemble des institutions et agences du SNU, partenaires du programme, ont désigné des points focaux pour participer à la mise en œuvre des activités prévues dans le programme.
Des réunions du Comité de Gestion du Programme, regroupant tous les partenaires, ont été organisées d'abord mensuellement puis trimestriellement, en plus des réunions entre les partenaires impliqués dans la réalisation d'actions conjointes ainsi que des ateliers de restitution d'activités.
Des Groupes/Effet ont été constitués ayant déjà travaillé en tant que telle lors de l'atelier de planification de mai 2012 permettant ainsi une meilleure coordination et une meilleure synergie entre les activités tout en adoptant une approche plus technique, cette pratique n'a cependant pas été poursuivie du fait d'un niveau de mise en œuvre décalé entre les agences.

L'experte genre d'ONU Femmes a été sollicité pour identifier toutes les possibilités de synergies dans le cadre du Programme commun. Un document de synergie a été établi à cet effet. De même, des liens avec d'autres programmes du système des Nations Unies tel que le projet d'appui au développement local au niveau de la Daïra de Charouine ont été établies, les synergies ont été utilisées, débouchant sur la réplique du centre de Djelfa à Adrar.

La 2ème Revue Annuelle du 20 Janvier a permis également d'identifier d'autres synergies que celles en cours pour garantir la durabilité et préparer une stratégie de sortie pour l'après-programme.

Veuillez indiquer les valeurs de chaque catégorie du tableau d'indicateurs ci-dessous:

Indicateurs	Référence	Valeur actuelle	Sources de vérification	Méthodes de collecte et élaboration
Nombre d'activités menées **conjointement** par les agences dans la mise en œuvre du PC.	Ateliers de préparation pour les activités A22 et A22 bis (UNICEF, PNUD et les partenaires nationaux impliqués) Préparation d'outils de communication. Organisation de forums de dialogue en partenariat entre le PNUD, UNFPA et MDCFCF puis MSNFCF) à Alger et Djelfa Réalisation d'une activité de formation conjointe UNICEF-UNFPA en direction des collectivités locales et les associations au niveau de la wilaya de Djelfa.	3 3 1	Rapports des ateliers Matériel de communication disponible (porte-documents, banners). Compte rendu des réunions Rapport du Cérémonial Articles de presse	Agences, équipe de programme et Bureau de la Coordination des Nations Unies
Nombre d'analyses conjointes (études, diagnostic) menées dans le cadre du PC du F-OMD	Etudes de terrain réalisées par deux experts pour les activités A22 et A22 bis (UNICEF, PNUD et les partenaires nationaux impliquées)	5	Rapports des experts	Equipe du programme et Bureau de la Coordination des Nations Unies PNUD-UNICEF
Nombre de missions et d'analyses menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-OMD	Atelier de consultation à Djelfa de juin 2011 (UNICEF, PNUD et les partenaires nationaux impliquées) et mission de validation de l'emplacement du centre d'information en avril 2012. Restitution d'activités	2	Rapports des ateliers et de mission	Equipe du programme et Bureau de la Coordination des Nations Unies, PNUD et UNICEF.

Veuillez fournir des informations additionnelles étayant les valeurs des indicateurs (en 250 mots) Essayez de décrire des faits qualitatifs et quantitatifs en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

- La plupart des actions conjointes a eu lieu dans le cadre de la préparation des activités A22 et A22 bis visant l'aide à la création d'un centre d'information et d'accompagnement pour des femmes illettrées et vulnérables à Djelfa et qui concernent le PNUD et l'UNICEF, cette activité a été répliquée à Adrar. Ces actions ont eu pour objectif d'organiser en liaison avec le MDCFCF puis le MSNFCF, deux ateliers de préparation et consultation techniques à Alger et à Djelfa ainsi que de suivre le travail des experts recrutés sur le terrain pour faire des études et des enquêtes visant à déterminer les besoins requis par l'activité.
- Des actions conjointes de formation sont en discussion entre UNFPA et le PNUD sur le terrain des activités pilotes (Djelfa).

b. <u>Efficacité du développement: Déclaration de Paris et Programme d'Action d'Accra</u>

Les partenaires du gouvernement et autres partenaires de la mise en œuvre nationale sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

☐ Pas engagés
☐ Quelque peu engagés
☐ Assez engagés
☒ Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités les partenaires du gouvernement sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

☒ Politique/prise de décisions

☒ Gestion: ☒ budget ☒ Achats ☒ Fourniture de services

☐ Autres, spécifiez:

Qui dirige et/ou préside le CGP et combien de fois s'est-il réuni ?

I**nstitution dirigeant et/ou présidant le CGP** : Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme : Directrice Nationale du Programme.
Nombre de réunions : 18

La Société Civile et/ou le Secteur privé sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

☐ Pas engagés

☐ Quelque peu engagés
☒ Assez engagés
☐ Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

☐ Politique/prise de décisions

☒ Gestion: ☐ budget ☐ Achats ☒ Fourniture de services
☒ Autres, spécifiez: Formation de membres de la société civile
Bénéficiaires : membre d'associations

Les citoyens sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

☐ Pas engagés
☒ Quelque peu engagés
☐ Assez engagés
☐ Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités les citoyens sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

☒ Politique/prise de décisions

☐ Gestion: ☐ budget ☐ Achats ☐ Fourniture de services
☒ Autres, spécifiez: consultations pour des actions au niveau local (participation dans les ateliers consultatifs de l'activité A22)

Où est logée l'Unité de gestion du Programme?

☒ Gouvernement National ☐ Gouvernement Local
☐ Agence des NU ☐ Seul ☐ Autre, spécifiez :

Sur la base de vos réponses précédentes, décrivez brièvement la situation actuelle du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des citoyens en termes d'appropriation, de conformité et de responsabilité mutuelle des programmes conjoints et donnez des exemples.

Malgré la baisse de fréquence des réunions de suivi-évaluation du fait des changements opérés dans les ministères (disparition du MDCFCF et rattachement directe de ses activités au Ministère de la Solidarité Nationale et de la Famille devenu Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme), les

secteurs partenaires du programme étaient toujours aussi impliqués, surtout à l'approche de la clôture. Les secteurs désiraient que les activités qui les concernent soient engagées ou finalisées Dans ce cadre, le MADR a appuyé la réalisation de l'activité A21, il en est de même pour les activités A15 pour le MFEP et l'activité A14 pour le MERS.

Au cours de cette période, de nombreux ateliers regroupant plusieurs partenaires ont été organisés pour la restitution d'études et d'activités.

Nous avons constaté que les points focaux étaient coopératifs et sont complétement impliqués dans la réalisation des activités.

En outre plusieurs actions de formations se sont déroulées durant le 2ème trimestre 2013, celles-ci ont touché les points focaux, les cadres institutionnels, les associations et les journalistes.

c. Communication et Plaidoyer

Le PC a-t-il articulé une stratégie de communication et de plaidoyer qui aide à l'avancement de ses objectifs et du développement de ses résultats? Si pertinent, veuillez brièvement expliquer dans une pièce jointe les objectifs, éléments clés et public cible de cette stratégie (max. 250 mots)

☒Oui ☐Non

Veuillez fournir une brève explication des objectifs, éléments clés et de l'audience ciblée par cette stratégie (max. 250 mots).

- Le Plan de communication a été élaboré à l'occasion de l'organisation de la Revue annuelle en décembre 2011, sa mise en œuvre a cependant pris du retard. Cette activité a été prise en charge par l'expert en communication recruté depuis le mois de Mai 2012 mais n'a pas eu les résultats escomptés Certaines activités ont cependant été réalisées en Juin 2013 (formation de journalistes, forums de dialogue, stratégie de plaidoyer).
- Un nom (ALINSAF) et un sigle ont été choisis pour le Programme à l'occasion de la tenue du Cérémonial de visibilité de Mars 2012.
- Le site internet du Programme a été réalisé et est opérationnel. Une démonstration aux partenaires sera faite aux partenaires à l'occasion de la 2ème Revue prévue pour le 20 Janvier 2013.
- Il en a été de même pour le répertoire des personnes ressources en genre, réceptionné en Mai 2013.

Quels apports concrets les efforts de plaidoyer et de communication mentionnés dans le PC et/ou les stratégies nationales contribuent à leurs réalisations

☒Augmenter la sensibilisation entre les citoyens et les gouvernements en rapport aux questions liées aux OMD.
☒Augmenter le dialogue entre citoyens, la société civile, le gouvernement national local en rapport aux pratiques et politiques de développement.
☒Politique nouvelle/adoptée et législation promouvant l'avancement des OMD et autres objectifs connexes.
☒Établissement et/ou lien avec les réseaux sociaux promouvant l'avancement des OMD et autres objectifs connexes.

☐ Moments clés/manifestations de mobilisation sociale qui soulignent ses questions.
☒ Promotion via les médias et plaidoyer
☒ Autres (utilisez la case ci-dessous)

Des efforts de plaidoyer et de communication mentionnés dans le PC ont été déployés durant le 2ème trimestre 2013 à travers la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'effet 3, notamment les forums de dialogue, la stratégie de plaidoyer ainsi que la formation des journalistes appelés à assurer le plaidoyer et promouvoir l'image de la femme active.

Quel est le nombre et type de partenariats ayant été établis entre les différents secteurs de la société afin de promouvoir la réalisation des ODM et autres objectifs connexes?

☐ Organisations religieuses	Nombre
☐ Réseaux sociaux/coalitions	Nombre
☐ Groupes locaux de citoyens	Nombre
☐ Secteur Privé	Nombre
☐ Institutions académiques	Nombre
☐ Groupes de média/journalistes	Nombre
☒ Autres (utilisez la case ci-dessous)	Nombre

Outre la participation de l'ONG (Association El-Hayet des personnes vivant avec le VIH) chargée de la mise en œuvre de l'activité A23 visant à aider à la création d'information et d'accompagnement en microprojets à Tamanrasset adaptés aux femmes atteintes de VIH/sida.

De même, cinq associations ont participé dans la revue annuelle afin de mieux préparer les actions leur concernant notamment dans l'Effet 3. Elles ont également participé activement dans l'élaboration du plan de communication du programme commun, dans l'atelier prévu à cet effet dans la 1ère revue annuelle.

Des associations ont participé aux formations sur le plaidoyer genre organisées à Alger, Tlemcen et Annaba, assurent la promotion du programme dans leurs régions. Elles se sont montrées disposées à intervenir dans le cadre de la mise en œuvre du programme, notamment dans les wilayate où ont lieu les activités pilotes.

De même des synergies ont été identifiées avec des programmes menés par le SNU dans des Wilayate rurales (Charouine-Adrar) et le programme de la Coopération Technique Belge en appui au MDCFCF.

L'équipe de programme (coordonnateur et expert en communication) ont participé à une mission à Charouine (Adrar) où s'est déroulée une activité d'un programme PNUD, prise en charge par 3 agences (PNUD, UNFPA, UNICEF) en direction des femmes, des synergies avec notre programme ont été identifiées, des propositions de mise en œuvre ont été recommandées.

Quelles activités de promotion le programme met-il en œuvre pour s'assurer que la population locale ait accès adéquat aux informations sur le programme et sur les opportunités découlant d'une participation active à sa réalisation?

☒Discussions de groupes focaux
☒Enquêtes sur les ménages
☒Utilisation des moyens de communication locaux tels que la radio, les troupes de théâtre, les journaux, etc.
☐Forum de réunions ouvertes au public
☐Renforcement des capacités/Formations
☒Autres

Mise en œuvre de l'action relative à l'accompagnement de femmes infectées et affectées par le VIH dans une localité pilote, avec l'appui d'une ONG, des partenaires institutionnels et des autorités locales de Tamanrasset.

Cette action a été étendue aux wilayate d'Alger pour 25 femmes et Oran pour 29 femmes.

Réalisation de l'activité en direction des femmes illettrées et vulnérables à Djelfa : Réalisation des activités A22 et A22 bis, sur le terrain à Djelfa, dans lesquelles des autorités nationales et locales ainsi que des représentants de la société civile et les citoyens ont été impliqués. Une étude sur les dispositifs d'accueil de la petite en enfance en milieu rural a été réalisée dans ce cadre et restituée (Activité A24).

Section III: Objectifs de Développement du Millénaire

a. Objectifs de Développement du Millénaire

Le principal objectif du F-OMD est de contribuer à l'avancement vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans le monde.
Cette sous-section sert à recueillir les données et les informations sur la contribution des Programmes Conjoints à un ou plusieurs objectifs et cibles du Millénaire pour le développement.

À cette fin, le secrétariat a développé une matrice dans laquelle vous devez relier les résultats de votre programme conjoint à un ou plusieurs cibles et objectifs du Millénaire pour le développement. Cette matrice doit être interprétée de gauche à droite. Dans un premier temps, vous devez y indiquer en quoi chaque résultat du PC contribue à un ou plusieurs OMD. Une fois ces liens établis, ils doivent être approfondis en reliant chaque résultat du programme conjoint à un ou plusieurs OMD. Dans un troisième temps, vous devez estimer le nombre de bénéficiaires atteints par le PC pour chaque résultat spécifique. Enfin, vous devez sélectionner les indicateurs les plus adaptés dans le cadre de S&E de votre programme conjoint pour mesurer les cibles du Millénaire sélectionnées. Voir l'exemple ci-dessous.

OMD 3	Résultat du Programme Conjoint	Cible OMD	Indicateurs ODM	Indicateur du PC
Objectif 3 **Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**	P1. Connaissances, savoirs et données sur le genre produits et diffusés	**OMD 1**	**1.7 Proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux dans la population occupée**	Nb d'indicateurs sexo-spécifiques produits et diffusés : Nb d'études et d'analyses sur le genre effectués **Enquête Emploi du Temps et Audit genre réalisées, analysées et diffusées**
	P2. Capacités des institutions nationales productrices de statistiques renforcées en matière de production de données sexo-spécifiques, d'établissement d'indicateurs pertinents et d'analyse		**2.3 Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes et hommes**	Nb de personnes formées : **30** Nb d'institutions équipées **1**
	P3. Approche genre intégrée dans les politiques et stratégies sectorielles ainsi que dans les mécanismes d'évaluation		**3.1 Rapport filles/garçons dans l'enseignement**	Nb de secteurs ayant réalisé des stratégies intégrant la dimension genre
	P4. Approche genre intégrée dans la			Nb de collectivités locales ayant

OMD 3	Résultat du Programme Conjoint	Cible OMD	Indicateurs ODM	Indicateur du PC
	planification locale, au niveau de communes pilotes		**primaire, secondaire et supé-rieur.** **3.2 Proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole.** **3.3 Proportion des sièges occupés par les femmes au parlement** 6.1 Taux de prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 24 ans 6.3 Proportion de la population âgée de 15 à 24 ans ayant des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/ sida.	intégré la dimension genre
	P5. Les organisations de la société civile ont développé leurs connaissances sur le genre pour promouvoir l'autonomisation des femmes au niveau des institutions			Nb d'OSC ayant suivi des formations sur l'analyse genre **84** Évaluation positive par participants : **Création d'un réseau des participants**
	P6. La connaissance des facteurs déterminants qui limitent ou entravent l'insertion professionnelle des femmes et leur accès au travail décent est améliorée	**OMD 2**		Nb d'études réalisées : **3** Taux d'activité par niveau d'instruction Taux de chômage par niveau d'instruction et par qualification Proportion d'assurées sociales parmi les occupées Durée de travail Revenus moyens par qualification et durée de l'expérience professionnelle
	P7. L'offre de formation des femmes est mieux adaptée aux besoins du marché du travail	**OMD 3** **OMD 6**		Nombre de programmes adaptés au marché du travail : **4** Taux de chômage des sortantes de la Formation Professionnelle par spécialité Durée du chômage par spécialité
	P8. L'accès des femmes aux mécanismes et dispositifs existants de création d'emplois et d'accès à			Proportion de femmes bénéficiaires dans chaque dispositif :

OMD 3	Résultat du Programme Conjoint	Cible OMD	Indicateurs ODM	Indicateur du PC
	l'entreprenariat et au crédit est amélioré			**Microcrédit : 60%** Proportion de femmes entrepreneurs Proportion de femmes ayant bénéficié d'un crédit Création d'un incubateur
	P9. Les femmes en milieu rural sont outillées et accompagnées pour développer des activités génératrices de revenus			Existence d'un système d'information et de mécanismes d'accompagnement Création de centres d'information Activités génératrices de revenu menées **.Mise en place de 2 centres :** - **L'un à Djelfa** - **L'autre à Adrar** **.Un processus d'accompagnement** a été mis en œuvre à Tamanrasset pour accompagner les femmes infectées et affectées par le VIH
	P10 Les médias sont sensibilisés aux droits des femmes et à la problématique genre			Nombre de média et journalistes formés sur le genre et la réalité socio-économique des femmes : **-77 journalistes au niveau national** **-29 journalistes au niveau local**

OMD 3	Résultat du Programme Conjoint	Cible OMD	Indicateurs ODM	Indicateur du PC
	P11. Une stratégie de sensibilisation pour promouvoir les valeurs d'équité et d'égalité est élaborée et mise en œuvre à travers les média			**Document de stratégie disponible** Stratégie mise en œuvre Mesure de la diffusion des valeurs d'équité et d'égalité dans la société
	P12 Les Organisations de la société civile (OSC) pour la promotion des femmes ont amélioré leurs connaissances des droits socio-économiques des femmes, sont mises en réseau, et sont plus efficientes dans la conduite de leur programme			Nb d'organisations de la société civile et des partenaires sociaux ayant amélioré leurs connaissances des droits sociaux -économiques
	P13 Les femmes sont mieux informées et sensibilisées sur leurs droits socio-économiques			Nb de femmes ayant bénéficié de l'information/sensibilisation sur leurs droits socio-économiques

Commentaires explicatifs additionnels

Veuillez indiquer toute information et contribution pertinente du programme pour les OMD, tant au niveau national que local.

Au niveau National, le programme a soutenu et appuyé le Secrétariat d'Etat à la Prospective et aux Statistiques dans la création d'une Base de Données sexo-spécifiques complémentaire à celle mise en place pour le suivi des OMD financée par le PNUD utilisant DevInfo. L'intervention du programme aide à renforcer le volet lié à l'OMD3 de cette base de données.
La mise en œuvre des actions concourant à cet objectif est avancée, des cadres institutionnels concernés ont été formés, dans le cadre de la mise en place de la base de données une étude sur les indicateurs sexospécifiques avec un diagnostic au niveau de certaines institutions nationales a été réalisé.
Ceci est aussi le cas de la coopération espagnole dont la participation dans le programme est pleinement assurée avec sa présence régulière dans les réunions mensuelles de suivi, ainsi qu'avec d'autres bailleurs de fonds, tout comme la Coopération Technique Belge avec laquelle des synergies sont en train d'être développées et renforcées.

1. Prise en compte systématique de l'égalité des sexes dans l'élaboration des politiques et amélioration des systèmes judiciaires afin de reconnaître et de garantir

1.1Nombre de lois, de politiques ou de plans appuyés par le programme conjoint traitant de manière explicite du problème de la discrimination entre les sexes et encourageant l'égalité des sexes et/ou l'autonomisation des femmes.

☐ Applicable ☒ Non applicable. Si tel est le cas, veuillez passer directement à la section 1.7.

☒ Politiques	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local
☒ Lois	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local
☒ Plans	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local

1.2Ces éléments sont-ils en conformité avec les engagements internationaux adoptés par le pays (notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes(CEDAW)) ? Veuillez spécifier :

Les lois adoptées par le pays ne font aucune discrimination pour les femmes, au plan politique, économique et social.

Veuillez fournir brièvement des informations contextuelles sur la loi, la politique ou le plan et sur le pays / la municipalité dans lequel ou laquelle l'élément concerné sera mis en œuvre (ligne de base, étape d'élaboration et approbation, impact potentiel de la politique) :

Des femmes sont employées dans toutes les structures de l'Etat (Administrations, Armée, Police, Justice,…). Au niveau de la nouvelle assemblée élue en Mai 2012 146 femmes sur 400 ont été élues.

1.3Secteur sur lequel la/les loi(s), la/les politique(s) ou le/les plan(s) est/sont focalisé(e)s :	**Remarques Spécifiez comment l'indicateur 1.1 aborde les secteurs sélectionnés.**
☒Réforme de la justice ☒ Santé ☒ Droit du travail ☒ Plan de développement national / Plan national pour l'égalité des sexes ☒ Violence sexiste ☐ Budgets tenant compte des sexospécifiques ☐ Autre (veuillez spécifier) :	

1.42Budget de l'État alloué aux politiques et aux interventions liées à l'égalité des sexes avant la mise en œuvre du Programme conjoint : Budget national : dollars des EU Total budget local : dollars des EU (dans les localités où le Programme conjoint est mis en œuvre)	Remarques

[2]Pour l'indicateurs 1.4, le Secrétariat reconnaît les difficultés potentielles pour obtenir les informations requises. Par conséquent, si ces données sont indisponibles, veuillez en fournir la meilleure estimation possible. L'information requise porte sur l'exercice budgétaire afférent au rapport de surveillance

1.5Variation (%) du budget de l'État alloué aux politiques ou programmes liés à l'égalité des sexes depuis le début du programme conjoint jusqu'à présent : Budget national : % Global 0 % Mis en place à la faveur du Programme conjoint Budget local : % Global 0 % Mis en place à la faveur du Programme conjoint	**Remarques** Il y a eu un apport du Gouvernement en nature, tout particulièrement à travers la mise à disposition de locaux pour héberger l'équipe de programme ainsi que d'effectifs pour participer à la mise en œuvre. Le gouvernement participe également activement à travers la formation professionnelle, l'affectation de micro-crédits sans intérêts pour un certain plafond et un taux bonifié pour des montants plus importants. En outre la prise en charge des soins des femmes atteintes par le VIH est gratuite. Le gouvernement à travers les dispositifs d'aide à la création d'entreprises et d'activités a octroyé des microcrédits sans intérêt ou avec intérêt bonifié aux femmes formées dans le cadre du Programme Commun. Souvent les locaux abritant des activités du Programme sont fournis gratuitement par le gouvernement.

1.6Nombre de citoyens et/d'institutions directement touché(e)s par la loi, la politique ou le plan			
☐ Citoyens ☐ Institutions publiques nationales ☐ Institutions publiques locales ☐ Institutions privées	Nbre total Nbre total Nbre total Nbre total		
1.7Nombre d'institutions, de fonctionnaires et de citoyens formés, grâce à l'appui du Programme conjoint, pour prendre des décisions éclairées sur les questions liées à l'égalité des sexes : ☒ Applicable ☐ Non applicable			
☒ Institutions publiques 50 ☐ Institutions du secteur privé ☒ ONG / Organisations communautaires ☒ Fonctionnaires ☐ Citoyens	Nbre total 50 Nbre total Nbre total 140 Nbre total 50	Femmes 498	Hommes 128

1.8 Nombre d'institutions, de fonctionnaires et de citoyens formés, grâce à l'appui du Programme conjoint, pour produire des données et des statistiques ventilées par sexe ☒ Applicable ☐ Non applicable	Non encore mise en œuvre		
☒ Institutions publiques ☐ Institutions du secteur privé ☒ Fonctionnaires ☐ Citoyens ☐ ONG / Organisations communautaires	Nbre total 50 Nbre total Nbre total Nbre total	Femmes 35 Femmes	Hommes 15 Hommes

2. Participation renforcée des femmes dans la vie économique et la prise de décision au sein de leur communauté et/ou de leur pays

2.1. Nombre de femmes habilitées et/ou formées, grâce à l'appui du Programme conjoint, ayant réussi à accéder et/ou à renforcer leur accès à leurs droits économiques : ☒ Applicable ☐ Non applicable

Nbre de femmes 498	Nbre niveau national150 Nbre zone urbaine 200 Nbre zone rurale 148	%. Groupe ethnique Spécifiez :

2.2. Nombre de femmes habilitées et/ou formées grâce à l'appui du programme conjoint ayant réussi à améliorer leurs niveaux de revenu : ☒ Applicable ☐ Non applicable

177 femmes infectées et affectées par le VIH ont été formées. 52 femmes ont obtenu un microcrédit 20 ont déposé des Dossiers de micro-crédit	Nbre zone urbaine Nbre zone rurale 52	%. Groupe ethnique Spécifiez :

2.3[3]. Sur la base des données disponibles, indiquez le type d'amélioration induit sur le bien-être des bénéficiaires à la faveur du renforcement des droits économiques et de l'augmentation des niveaux de revenus générés (résultats obtenus grâce à l'appui du Programme conjoints) :

	Remarques
☒ Santé et/ou santé sexuelle et reproductive ☐ Sécurité alimentaire et nutrition ☒ ~~Exposition réduite à la violence~~ sexiste ☒ Éducation ☒ Autre : Activités génératrices de revenus	

[3]Cet indicateur requiert l'utilisation d'informations de base présentant une variation mesurable. Si de telles données ne sont pas disponibles, le Secrétariat recommandera leur collecte de manière à compléter cet indicateur d'impact pour la prochaine période à prendre en compte dans l'établissement du rapport.

2.4. Nombre de femmes ayant eu accès à la prise de décision publique grâce à l'appui du programme conjoint : ☐ Applicable
☒ Non applicable

Nombre total	Nbre en zone urbaine	%. Groupe ethnique Spécifiez :	
Nombre total	Nbre à l'échelon national	%. Échelon local	

3. Diminution des niveaux de violence à l'encontre des femmes et des filles et amélioration de l'assistance fournie aux victimes de violences sexistes

3.1. Nombre de femmes / filles ayant accès aux services de prévention et de protection (par ex., abri, soins médicaux, soutien juridique, etc.), aux mesures de lutte contre la discrimination et/ou aux soins de santé reproductive grâce à l'appui du programme conjoint : ☐ Applicable ☒ Non applicable

Nbre total	Nbre de femmes	Nbre de filles	Nbre en zone urbaine	Zone rurale / groupe autochtone

3.2. Nombre de femmes / filles ayant eu recours aux services de prévention et de protection (par ex., abri, soins médicaux, soutien juridique, etc.), aux mesures de lutte contre la discrimination et/ou aux soins de santé reproductive grâce à l'appui du programme conjoint : ☐ Applicable ☒ Non applicable

Nbre total	Nbre de femmes :	Nbre de filles	Nbre en zone urbaine	Zone rurale / groupe autochtone

3.3. Variation (%) du nombre d'incidents de violence sexiste signalés à la police depuis le début du Programme conjoint jusqu'à présent :

		Remarques

4. Renforcement des actions de sensibilisation et de plaidoyer portant sur les questions relatives à l'égalité des sexes

4.1. Nombre et type de partenaires ciblés à travers les efforts de sensibilisation et de plaidoyer portant sur les questions liées à l'égalité des sexes :

☒ Fonctionnaires	Nbre50	**Nbre à l'échelon national** 175 **Nbre à l'échelon local**450
☐ Institutions privées	Nbre	
☐ Organisations communautaires	Nbre	
☐ Chefs religieux	Nbre	
☐ Citoyens	Nbre	
☒ Autre : Société Civile	Nbre350	

4.2. **Indiquez le type de support ou d'actions de sensibilisation utilisés :**

☒ Journaux et supports écrits	☒ Télévision	☐ Écoles
☒ Radio	☐ Activités communautaires	☒ Initiatives de personne à personne
		☐ Autre, spécifiez :
		Ateliers, séminaires